

le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un meilleur social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois..... 3 fr. »
Trois mois..... 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne
La Rédaction à **SILVAIRE**
L'Administration à **Pierre MARTIN**

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an..... 8 fr. »
Six mois..... 4 fr. »
Trois mois..... 2 fr. »

TERRASSIERS ET JOURNALISTES

Deux corporations bien distinctes par leur caractère, bien différentes par leur culture et tout à fait inégales dans ce qui est de leur importance politique. Elles ont pourtant toutes deux, à des degrés différents, leur utilité sociale : l'homme de la plume, en remuant des idées, et celui de la pelle, en remuant de la terre. Celui-ci rend à l'humanité des services plus immédiats ; celui-là est d'une nécessité relative. Tous deux sont des facteurs de productions nécessaires ou nuisibles : l'un, par l'organe de la parole écrite, enseigne la vérité ou propage le mensonge ; l'autre, par ses travaux de génie, facilite la civilisation ou la retarde. Quand le premier préconise la rébellion aux tyrannies du pouvoir, il sert une cause noble ; le second, quand il travaille à créer les voies de transport, à percer les tunnels et à jeter ces rubans de fer civilisateurs à travers les peuples. Sans se préoccuper des nationalistes, il œuvre pour la civilisation. Mais si le plumeux prêche l'erreur, et que le terrassier travaille à faire des Bastilles, tous deux sont des agents rétrogrades, des fomenteurs de haine, des artisans d'asservissement.

Maintenant, si nous voulons nous rendre compte de la considération qui entoure ces deux hommes : terrassier et publiciste, nous constatons que l'un est considéré comme une valeur qu'on apprécie et qu'on redoute, tandis que l'autre ne compte presque pas et reste la plupart du temps dans une obscurité à l'égale d'une quantité négligeable.

Les réflexions qui précèdent nous étaient suggérées par l'injustice criante qui s'est produite ces temps derniers et qui n'a pas encore cessé à l'égard de malheureux prisonniers appartenant à la terrasse.

On a été surnoisement féroce en haut lieu, en maintenant au régime sauvage de droit commun des hommes condamnés pour actes de grèves. On a fait la sourde oreille aux demandes réitérées que ces pauvres diables ont formulées et adressées aux autorités qui avaient à se prononcer sur ces réclamations. Oh ! ce n'est pas que nous considérons le régime subi par les malheureux prisonniers qu'on est convenu d'appeler droits communs comme une flétrissure et une souillure, quand nous y sommes soumis nous-mêmes : non ! Nous n'avons pas de mépris pour des victimes d'un ordre social déplorable. Nous ne méconnaissons pas que, dans bien des cas, ces êtres ont eu des progeniteurs malheureux, un intérieur de famille atroce, des promiscuités contagieuses de vice, une complète absence d'éducation ou bien une éducation fautive étayée de pernicieux exemples. Nous ne nous dissimulons pas que si nous avions passé dans le même labyrinthe d'erreurs où sont passés ces êtres, nous y aurions, comme eux, perdu notre conscience et le discernement du bien et du mal.

Nous le répétons : le régime subi par les voleurs, apaches et autres n'est pas considéré par nous comme un régime abject, mais plutôt comme un régime inhumain, comme une torture barbare que nous nous refusons de subir et contre laquelle nous protestons en notre nom et au nom de nos semblables qui la subissent.

Ah ! on n'aborde pas ce sujet-là, le régime des prisonniers en général : on aurait peur d'être pris pour le défenseur des malfaiteurs (?) et le protecteur des escarpes.

Nous n'éprouvons pas cette peur-là. Nous savons que le système de coercition, de punitions, de privations et de souffrances imposé aux naufragés de la vie régulière, est un mauvais système pour améliorer l'état moral des victimes d'accidents de conscience provoqués par l'organisation catolique de notre vieille société haineuse. On ne fait pas des hommes bons avec de la méchanceté : on en fait des aigris, des méchants, des féroces et des implacables en face de la société hypocrite qu'ils attaquent. Torturer un être pour l'améliorer est fou et même criminel. C'est

même lâche, car après s'être emparé de l'antagoniste social et de l'avoir mis dans l'impossibilité de nuire, on lui inflige comme punition de vivre plus mal qu'un chien pendant des mois et des années. On le prive de la quantité d'aliments nécessaires pour subsister et ne pas s'étioler ; oui, cela est lâche, cela est un assassinat lent, raffiné, canaille, parce qu'il arrache la vie par lambeaux, détruit les forces physiques et met le prisonnier, sa peine finie, sa dette payée, dans l'impossibilité de travailler pour gagner sa croûte, pour essayer de remonter sur le navire et voguer avec ses semblables du libre droit commun.

Mais revenons à notre thèse sur l'importance politique de la corporation des journalistes comparée à celle des terrassiers si minime.

Croyez-vous qu'il se serait passé chez nos noircisseurs de papier ce qui vient de se produire et qui se continue à l'égard des courageux travailleurs subissant de lourdes peines d'emprisonnement ? Aurait-on collé au droit commun huit journalistes faisant grève et les aurait-on soumis aux insultes de la fouille à poil, aux rebuffades des argousins tutoyeurs et aux privations des choses les plus élémentaires aux soins de leurs personnes ? Jamais de la vie : la confrérie de la presse aurait protesté, crié et même hurlé aux chausses des ministres pour qu'ils fassent droit aux légitimes réclamations en faveur des confrères, et ils auraient eu raison. Pourquoi n'a-t-on pas agi de même pour Huppé, Gour, Dupays, Jolly, tous quatre aujourd'hui libérés, après avoir subi l'affreux régime ? Et Covian, et l'Hartys, et Broloq, tous trois encore à Clairvaux, purgeant 18 mois de prison, et depuis quelques jours seulement au régime politique ?

Et, chose monstrueuse et qui déconcerte après toutes ces grimaces d'indulgence accordées avec plus d'habileté politique que de réelle générosité, c'est l'iniquité du procédé gouvernemental qui est employé pour laisser un des co-accusés, celui qui a la plus lourde peine, trois ans de prison et cinq d'interdiction de séjour, subir sa condamnation au régime barbare de droit commun. Pourquoi Bateau, frappé de la peine la plus excessive de celles infligées à ces camarades, voit-il encore sa peine aggravée par la fantaisie d'une administration qui se moque des douleurs qu'elle impose à un humble ouvrier qui a fait son devoir, mais qui a la malchance d'appartenir au syndicat des terrassiers plutôt qu'à celui de celui des journalistes. Si, au lieu de travailler dans la boue des égouts, il avait griffonné du noir sur du blanc, il y a belle lurette qu'il serait avec les politiques, respecté de la chiourme et souffrant son saoul.

Voilà ce que c'est, mon brave Bateau, que d'apprendre un sale métier qui te classe parmi les voleurs, apaches, souteneurs et autres réfractaires. Si tu avais été journaliste, on aurait eu des égards pour la personne ; mais n'étant qu'un terrassier : crève !

Pierre Martin.

De la lumière... toujours

J'ignorais les groupes libertaires. Je les connais encore très mal et ne peux, au point de vue statistique, en parler que superficiellement. Il faudrait des mois et des mois pour pénétrer profondément les milieux anarchistes si riches en personnalités tout à fait variées, différentes les uns des autres.

Cependant, une chose m'étonne profondément : l'absence presque totale de femmes tant dans les groupes que dans le petit noyau de militants. Je sais qu'il

est des femmes, avides de comprendre, s'expliquer, savoir, qui fréquentent les réunions, les meetings, écrivent même quelques articles dans divers journaux de combat.

Elles font là preuve d'un certain courage, je dirai même d'une audace presque insoupçonnée du grand public. Non seulement elles écoutent, elles pensent, mais elles s'extériorisent, elles agissent — leur action dût-elle leur être préjudiciable au point de vue purement pratique, étant donné les conditions de notre société actuelle.

Mais, hélas ! ces femmes pour lesquelles j'ai un respect profond, un respect ému, ces femmes, je les préférerais de l'autre côté de la barricade — et franchement — que dans la mêlée libertaire. Ce ne sont pas elles qui écoutent, pensent, agissent, elles sont guidées, domestiquées, asservies par d'autres qui se disent nos camarades.

Mariées (légalement ou pas, peu importe) à un bourgeois, ces mêmes femmes auraient, l'année dernière et cette année, vendu la petite fleur bleue des Dames de France. Ces femmes auraient souhaité « la croix des braves » sur la poitrine de leurs époux, au lieu de leur faire brigner, souvent inutilement, l'aurole du martyr révolutionnaire.

Je n'écris pas contre elles. Bien au contraire, si elle me comprennent, elles pourront voir que je voudrais faire pour elles non œuvre de féministe, œuvre révolutionnaire, mais œuvre humaine.

Fatalement, la compagne d'un anarchiste devient anarchiste aussi. Anarchiste d'étiquette, entendons-nous. Il semble que dans les atmosphères de leur humble et bien souvent triste foyer, nos camarades essayent de faire pression sur leurs compagnes jusqu'au point de les déformer moralement, jusqu'à en faire ces êtres qu'ils méprisent fatalement, une fois l'heure d'amour passée, et qu'ils appellent en souriant : les copines...

Les femmes doivent se développer librement, selon les aspirations de leur être intime. Elles doivent être, penser, agir, vivre par elles-mêmes et pour elles-mêmes.

Ce n'est pas au camarade à exercer une pression quelconque sur sa compagne. Des différences d'idées les séparent peut-être... Il faut laisser le temps agir, l'être s'épanouir... Demain, s'il sait attendre, la femme aimée sera la véritable amie de son camarade. Ils pourront lutter la main dans la main parce qu'ils n'auront plus qu'un cœur, plus qu'une âme, plus qu'une vie qui ira s'intensifiant tous les jours un peu jusqu'à l'heure fatale des décrépitudes et des irrémédiables fins.

Il faut laisser librement, lentement aussi les intelligences endormies, les intelligences enténébrées. L'aurore ne vient pas immédiatement après la nuit. Le ciel pâlit d'abord. Une à une les étoiles s'effacent et disparaissent. C'est l'aube blanche qui pleure. Le soleil brillera bientôt, car il est de la lumière... toujours.

Vera Stinoff.

F. C. A. GROUPE DES AMIS DU « LIBERTAIRE »

Causerie éducative, salle du restaurant coopératif, 49, rue de Bretagne mardi 20 courant, à 8 h. soir.

Sujet traité par le camarade Paul Du-bray : L'ART MORALISATEUR

Venez nombreux, camarades des deux sexes, pour apprendre à devenir meilleurs et plus conscients.
Le débat est contradictoire.

UN MOUCHARD SUR LA SELLETTE

Voici une dizaine de jours déjà, que la *Bataille Syndicaliste* nous annonçait la libération de notre camarade Errico Malatesta. Sa détention à Wormwood Scrubb n'aura pas été très longue et, certes, tous ceux qui connaissent son caractère indomptable et fier, savent que, malgré son âge avancé et sa santé précaire qui ont dû lui rendre particulièrement pénible le séjour dans les geôles anglaises, Malatesta ne regrettera pas une seule minute l'action de salubrité

On se rappelle les faits qui instituèrent cette poursuite. Bellelli, un mouchard à la solde du gouvernement italien (ceci est maintenant avéré), était depuis des années soupçonné par les camarades italiens de Londres qui ne s'expliquaient pas l'origine des moyens d'existence d'un homme chargé de famille, menant un train de vie fort large et dont la profession de courtier en librairie, qu'il prétendait exercer, n'apparaissait, à tout observateur même superficiel, que



Le mouchard BELLELLI

morale qui l'y a conduit. La générosité de son acte aura, d'ailleurs, été récompensée par le bel élan de sympathie et de solidarité matérielle par lequel les camarades et amis de tous les pays ont tenu à manifester leur attachement au vaillant militant de l'anarchisme révolutionnaire, et qui eut au moins pour effet de le préserver de l'expulsion dont on le menaçait.

Il est toutefois symptomatique qu'une telle condamnation et une semblable menace aient pu être formulées dans un pays réputé jusqu'ici comme sacré aux libertés politiques et au droit d'asile. C'est qu'en Angleterre aussi, la « lutte des classes » se précise ; et en présence de la diffusion grandissante de l'esprit de révolte au sein des masses laborieuses, les gouvernements libéraux n'hésitent pas à faire incarcérer et condamner les militants syndicalistes coupables de propagande, comme Tom Mann, Bowman, Crowsley. Mais les poursuites contre Malatesta ont été exercées surtout sous la pression du gouvernement italien assisté des mouchards, officiels ou dissimulés, qu'il entretient à l'étranger.

comme une couverture. Seulement, les preuves positives manquaient et Bellelli, homme fort intelligent et instruit, mais paresseux et adonné à la boisson, ne se souciait guère de la froideur que lui témoignaient certains camarades et continuait-il à imposer son insinuation personnelle à un milieu dont la fréquentation lui valait d'émarger à son aise au budget des fonds secrets.

Bien que délégué par aucun groupe et tenu en quarantaine par les camarades venus de Londres, il voulut assister aux séances du Congrès anarchiste d'Amsterdam et tenait à envoyer sa petitebole avec son adhésion aux camarades du Bureau international anarchiste. Pour Malatesta, dont il connaissait pourtant les vrais sentiments à son égard, il affectait une grande amitié et, entre temps, lors du drame de Hounsdlitch, machinait avec la police le moyen de faire inculper notre camarade comme complice dans cette affaire. Cela, ne réussit point.

Bellelli continua ses prévenances jusqu'au début de la guerre italo-turque. A cette époque, notre camarade ayant décidé de rompre définitivement avec cet

Homme, Bellelli s'en alla racontant à qui voulait l'entendre que Malatesta était venu à la Turquie pour combattre l'expédition italienne à Tripoli. Ce fut alors que Malatesta crut bon de s'emparer de cette accusation ridicule pour sommer publiquement le louche personnage à rendre compte de l'origine de ses ressources, s'il ne voulait pas être considéré comme un mouchard à la solde du gouvernement italien.

Bellelli n'attendait-il que cela ? Ses racontars stupides avaient été colportés à dessein, afin de provoquer une accusation publique qui, dans l'esprit de ceux qui le payaient, servirait à faire emprisonner et chasser de son dernier refuge l'agitateur révolutionnaire, le contempteur décidé de la criminelle entreprise africaine ?

On serait tenté de le croire, en parcourant certaines parties fort suggestives du compte-rendu du procès, que vient de publier, dans un numéro spécial fort documenté intitulé *La Gogna* (le Pilon), un groupe de camarades italiens.

De ce compte-rendu des débats il ressort deux choses. Premièrement, que Ennio Bellelli, soi-disant anarchiste, est bel et bien un mouchard. Ensuite, que la condamnation de Malatesta, ainsi que son expulsion (surtout celle-ci !), devaient être prononcées coûte que coûte !

L'ignoble sire a eu beau crâner et caillonnier, le président a eu beau faire preuve de la plus révoltante partialité ; la triste rôle du mouchard n'en a pas moins été démontré et la bonne foi de Malatesta établie. Bellelli a été démenti par ses propres témoins. Ayant fait citer deux libraires fort connus et avec lesquels il accusait avoir fait des chiffres d'affaires assez élevés, ceux-ci les évaluèrent, l'un à 18 francs, l'autre à une cinquantaine de francs, et cela pendant tout le temps qu'ils connaissent Bellelli, soit une dizaine d'années ! Harcelé par le défenseur de Malatesta, Bellelli énonça les noms d'hypothétiques libraires ou acheteurs et, sur demandes des pièces justificatives, il déclara qu'il les a remises à son avocat. Celui-ci répond, parmi l'hilarité générale, qu'il ne les a jamais vues ! Aux questions s'il possédait un compte en banque, un livret à la poste, une plaque indicatrice, un dépôt de livres, etc. les réponses sont toutes négatives.

Mais la Cour, qui devait condamner, ne se tenait pas pour battue. Sommée de faire connaître ses moyens d'existence, Bellelli n'avait su fournir d'indication sérieuse. D'autre part, la lecture seule de la circulaire incriminée devait exclure toute culpabilité de diffamation, puisqu'elle ne constituait, en somme, qu'une invitation à indiquer la source de ses revenus. Il fallait donc peser sur le jury par un moyen qui n'avait aucun rapport avec l'affaire ; et la police était là pour le fournir, en la personne de l'inspecteur Powell, lequel, à la stupeur générale et lorsque l'on s'attendait déjà à l'acquiescement, vint à la barre dépeindre Malatesta comme un dangereux malfaiteur, ayant provoqué des troubles et des crimes partout où il s'était rendu et ayant été soupçonné moralement d'avoir trempé dans le drame de Hounsdtich. Cependant qu'il accordait complaisamment la parole à ce singulier témoin, le magistrat intègre refusait la parole à notre camarade, et la condamnation désirée était enlevée et, ensuite, confirmée en appel.

Les protestations véhémentes, les manifestations monstres ont fait justice de tout cela. Malatesta maintenant est libre et ne sera point expulsé. Quant au dégoûtant individu qui a failli le perdre, après avoir exercé pendant des années la plus infâme des besognes parmi nos camarades, il a estimé prudent — craignant sans doute un châtiement exemplaire — de filer ailleurs, poursuivi du mépris de tous.

Avis à ceux qui pourraient le rencontrer sur leur chemin !

Fram.

COMMUNICATION ADMINISTRATIVE

Nous avons adressé à nos dépositaires le bordereau des journaux que nous leur avons expédiés, ce qui était les inviter à nous régler leur compte. Peu ont répondu, et pourtant nous avons besoin d'argent pour faire face aux dépenses que nécessite le journal. Allons, qu'on y mette de la bonne volonté, et le LIBERTAIRE vivra.

PROPOS D'UN PAYSAN

La bataille féministe

Il y aurait bien quelques coquilles à corriger dans la lettre que m'adressa Dubrac et qui a été insérée dans le *Libertaire* du 27 juillet dernier sous le titre : *Le féminisme économique et social*.

Mais le lecteur aura rectifié de lui-même presque partout, et je me borne à rétablir une phrase par trop estropiée par ces sacrés typos. Dubrac avait écrit au premier alinéa de sa ballade :

« Dans votre dernier article, père Barbassou, vous dites que le féminisme que je propose n'est qu'une solution transitoire. » L'omission d'une ligne depuis propose jusqu'à transitoire rendait assez inintelligible cette entrée en matière.

El maintenant que voilà réparé ce léger désordre dans la prose du copain, je vais hasarder quelques observations.

Je sais très bien que dans la communauté d'acquies, le mari est le maître et le maître absolu des biens communs qu'il peut gérer, hypothéquer ou aliéner à sa guise.

Et je sais aussi que, légalement, le mari est le maître des gages et salaires de sa femme et qu'il peut au bout du compte empêcher cette dernière de les toucher directement.

Il n'en reste pas moins vrai que la loi bourgeoise elle-même, après le droit coutumier, a, dans le ménage, entre le mari et la femme, reconnu le principe communiste de l'équivalence des fonctions.

Voyons maintenant s'il est vrai, ainsi que l'affirme mon contradicteur, que la femme restant au foyer doit être nécessairement la servante du mari, et cela tant qu'elle ne travaillera pas au dehors, laissant à des professionnelles spécialistes le soin des travaux ménagers.

J'ai dit moi-même, dans l'article *Féminisme outrancier*, que l'industrialisation des travaux de ménage, aujourd'hui imposés à la paysanne et à l'ouvrière, contribuerait puissamment à libérer la femme, mais il faut tenir compte des contingences et, aujourd'hui, les professionnelles spécialistes dont parle Dubrac, sont des malheureuses servantes, des femmes de ménage qui font le ménage des autres en négligeant surtout le leur.

Une autre assertion de mon jeune ami mérite d'être relevée : c'est quand il dit : « La femme travaillant à l'atelier, au bureau, à l'usine, l'homme aura moitié moins à travailler. »

Pardonnez-moi, mais Dubrac s'est embourbé sur une hypothèse : l'égalité des salaires ; la réalité est tout autre. Les employeurs n'embauchent la femme et l'enfant que parce qu'ils leur octroient des salaires de deux tiers inférieurs. Les loisirs créés à l'ouvrier par cette situation s'appellent : chômage, gêne, privations, misère.

Quand un bulletin de vote... Ici, je suis interrompu par Dubrac qui, rentré inopinément dans ma turne, a lu ce qui précède et ajoute, après une bonne poignée de mains :

« Eh bien ! Barbassou, vous alliez écrire que le bulletin de vote donnerait plutôt la résignation aux femmes qui, comptant sur l'efficacité de ce bulletin, cesseraient d'agir directement pour sortir de leur infériorité vis-à-vis du sexe masculin et s'endorment au lieu de lutter. »

Et comme je hochais la tête en signe d'assentiment, le camarade ajoute :

« Vous avez raison. Cette confiance des femmes dans le bulletin de vote serait rudement nuisible à la cause féministe si ses champions s'endormaient là-dessus avant d'avoir conquis l'égalité des droits avec le sexe masculin ; mais avant qu'elles aient eu le temps de s'endormir sur cet oreiller du bulletin de vote, le simple fait d'avoir obtenu le droit de suffrage, ce seul fait leur aura donné instantanément l'égalité avec le sexe masculin. »

Vous allez me dire que cette égalité ne sera que théorique. D'accord. Mais cette égalité seulement théorique aura une importance énorme si l'on songe aux conditions spéciales des rapports actuels des deux sexes, rapports de maître à servante, rapport d'assujettissement, de servitude personnelle et corporelle, puisque la femme doit à l'homme tout son corps, tout son cœur et même tout son esprit. Cette servitude est autrement grave que l'assujettissement de l'ouvrier vis-à-vis du patron ; ces deux assujettissements ne se ressemblent même pas du tout : c'est pour cela qu'on ne peut pas comparer les effets, ni l'utilité du bulletin de vote des femmes avec les effets du bulletin de vote des hommes. De celui-ci, plus rien à attendre, car il a donné tout ce qu'il pouvait donner. Il a habitude le prolétaire à se considérer théoriquement comme l'égal du capitaliste ; quant à l'égalité au point de vue économique, elle ne peut se conquérir que par l'action directe. Vous voyez, Barbassou, que nous sommes d'accord là-dessus.

A plus forte raison, il en serait de même du vote des femmes. Il commencerait à habituer les femmes à se con-

siderer comme les égales des hommes, mais cette croyance de la femme serait énorme, car la plupart des femmes de l'Europe méridionale et de l'Afrique musulmane se considèrent, même théoriquement, comme inférieures à l'homme. Cette phrase de Dumas fils : « L'homme est fait pour la vie et la femme est faite pour l'homme », est encore un dogme pour nos femmes. Eh bien ! le vote accordé aux femmes aurait pour effet automatique de faire disparaître ce dogme. La femme sachant que son vote est égal à celui de l'homme, égaux tous deux à zéro, si vous voulez, mais égaux quand même, car la femme, aujourd'hui, est bien au-dessous de zéro, la femme, dis-je, persuadée, malgré elle, de son égalité théorique, saurait bien qu'elle n'est plus faite pour l'utilité ou l'agrément de l'homme, — autre forme du dilemme de Proudhon, — mais qu'elle est faite pour elle-même.

J'ajouterai que le vote des femmes au point de vue théorique et moral, c'est-à-dire même si elles n'en usaient pas, — ce qui serait alors le droit de vote pour la forme, — ce droit de vote réduit au mot lui-même présente cet immense avantage qu'il sert de point de ralliement national et international entre les femmes du monde entier et que comme point de ralliement rien ne peut le remplacer. Donc, supprimer le droit de vote féminin, c'est décapiter le féminisme.

Que resterait-il, en effet, du féminisme, après cette amputation du droit électoral de la femme ? Une question d'éducation ? Sans doute les anarchistes se doivent à eux-mêmes d'aider à toutes les émancipations, et c'est avec plaisir que je verrai votre hebdomadaire, le *Libertaire*, accomplir la bonne action de consacrer régulièrement une de ses colonnes à la défense du sexe féminin qui — parce qu'il n'est encore ni éduqué, ni organisé — a été sacrifié ou oublié par tous les partis politiques.

Mais, enfin, s'en tenir à l'éducation sans l'action, c'est adopter une marche bien lente, et si on voulait l'activer ou la précéder, l'éducation féministe réduite à elle seule aurait le mauvais effet d'inspirer à la femme la haine de l'homme, car la femme n'aurait d'autre ressource que de lutter directement contre l'homme ; ce serait la guerre plus ou moins sourde dans tous les foyers où le mari n'abdicquerait pas, tandis qu'avec le vote féminin — au moins pour la forme — la bataille entre les deux sexes serait portée en dehors du foyer, les ménages n'en seraient que très peu troublés. D'ailleurs, le droit de vote pour la femme, au point de vue abstrait ou moral, activerait prodigieusement la victoire féministe, condition nécessaire d'une paix stable.

« Ça y est ! Dubrac tient décidément au vote féminin. On l'a essayé en Scandinavie, en Finlande, en Australie, aux Etats-Unis, les suffragettes anglaises sont, je crois, à la veille de gagner la partie. Roosevelt, yankee démagogue pour le quart d'heure, s'en déclare partisan ; les femmes, après tout, ne peuvent pas faire plus mal que les électeurs mâles. »

Je répéterai ce que j'ai déjà dit dans un article déjà lointain intitulé : *La Jupé-Culotte et l'Emancipation de la femme* : « Je suis pour le suffrage tant qu'il n'est que la manifestation d'un désir, d'une volonté ; je suis contre, quand c'est l'abdication aux mains d'un élu quelconque, soit-il en culotte ou en jupon, de ce désir et de cette volonté. »

Mais, au fond, ce que désire Dubrac, c'est la participation de la femme à la vie publique, et je suis de son avis. Il faut que la femme soit partout à côté des hommes de bon vouloir dans le combat économique. Que les femmes votent et assistent dans les syndicats, dans les fédérations. Qu'à la porte de chaque Bourse du travail brille la devise : « Le travail n'a pas de sexe. » Que dans les fonctions de la C. G. T. il y ait autant de femmes que d'hommes ; un pas immense sera fait vers la libération définitive.

Le Père Barbassou.

LIBÉRATION

Encore quelques coups et la visqueuse société croulera comme un château de cartes.

Ca été long, mais vous avez compris ! Vous avez quitté les usines, déserté les champs. Vous êtes bien armés, et au tonnerre du canon de vos adversaires, vous répondez par la voix non moins puissante de dame dynamite...

Chaque coup que vous portez abat un juge ou un soldat, ou un traître, ou un flic, ou un maître, ou un valet... jamais un homme !

Vous brûlez vos taudis, vos meubles, vos nippes incommodes et de mauvaise qualité !

Vous détruisez avec joie, avec amour,

tout ce qui est sale, laid ou inutile à la vie des hommes !

Autant que faire se peut, vous ne touchez pas aux belles maisons, propres, spacieuses, où renferment à foison air et lumière ; vous ne les détruisez pas parce que demain elles seront à vous et que vous pourrez y vivre confortablement.

Vous ne détruisez pas, mais vous vous emparez de ces vastes magasins qui, demain, serviront à recevoir, pour être échangés ensuite, ce que vous fabriquerez joyeusement parce que librement : choses utiles ou agréables.

Vous ne brisez pas les machines enfantées par le génie humain, qui, hier, étaient vos concurrentes et qui, demain, seront pour vous auxiliaires précieuses.

Vous ne détruisez pas les musées aux richesses artistiques que vous apprendrez à mieux connaître et que vous aimerez.

Vous ne détruisez pas les belles cathédrales aux voûtes imposantes, aux vitraux superbes, aux riches sculptures qui, lorsque vous n'aurez plus de souci matériel, feront la joie de vos yeux.

Vous ne détruisez pas les bibliothèques où sont les livres, reflets de la vie des hommes, libérateurs qui vous ouvriront des horizons nouveaux et radieux...

Ah ! je sais, la lutte est dure, et tous les combattants ne verront pas le monde nouveau...

Mais comme il fait bon lutter ! Comme il fait bon se venger de siècles de bassesse, de lâcheté, de servitude !

N'est-ce pas déjà vivre son idéal que de se battre pour lui !

La vieille société se défend, mais dans les rangs de ceux sur qui elle comptait, il y a des défections, et beaucoup de soldats, fils du peuple, sont rentrés dans les rangs de la révolution...

Des gens au cœur généreux, au rêve radieux tombent sur les barricades, mais avec la conscience d'avoir rempli leur devoir, et préférant cette mort-là à la mort lente qui les attendait dans les bagnes capitalistes ou à la mort avilissante des champs de bataille militaires pour le seul profit des maîtres !

On se bat, on se bat avec courage ! On se bat avec courage parce qu'on se bat pour soi, pour l'humanité entière, pour plus de liberté, pour plus de bonheur !

Il y aura des morts, mais l'on vaincra !

Ah ! c'est bien fini, cette fois ! bourgeois rapaces, prêtres menteurs, assassins légaux, de vos lois, de vos taudis, de vos banques, de vos idoles, de vos casernes !

Tous les loqueteux, les misérables, les sans giles, les toujours fain, tous les parias enfin, se sont révoltés !

On se bat avec courage ! Ça été long, mais vous avez compris...

Hélas ! non, vous n'avez pas compris, et c'est un rêve que j'ai fait...

Je regarde autour de moi, et je ne vois que de la saleté, de la bassesse, de l'ignominie, de la boue, du sang ; des maîtres bêtes, haultains et fats ; des valets lècheurs de bottes, baiseurs de culottes ; des soldats, des juges ; des femmes aux viandes tarifiées, vides testicules, aristocrates ou plébéiennes, selon le velouté de l'épiderme ou la richesse de la pelure...

Et parmi toute cette bassesse, cette ignominie, cette boue, je ne vois que quelques hommes, quelques hommes seulement, courageux et fiers, qui ne veulent pas étouffer dans ce cloaque, qui crient à tous leur dégoût, qui font valent bien un jour ! une vie toute de fraternité, d'amour et de beauté.

Ces hommes, ce sont les sans dieux, les sans lois, les briseurs d'images, les briseurs de rois aux rêves magnifiques, briseurs d'empires et de républiques ; ces hommes, ce sont les anarchistes !

Achille Légeret.

La Grève des Marins de Marseille

Les traitres et les marlous du gouvernement sont à la disposition du bandit Charles Roux.

Elle se continue à Marseille, la grève des inscrits. La presse parisienne a beau n'en pas parler, si son silence est d'or, il n'y a rien qui puisse empêcher cette grève d'exister et de bien marcher.

Depuis deux mois, sans la moindre défaillance, sans le moindre désaccord, 4.000 marins luttent dans l'espoir d'un légitime succès. Ils ont raison.

On sait combien sont modestes leurs revendications. On sait quels efforts de légalité et de conciliation ont été faits par les grévistes pour aboutir à un compromis, à un arbitrage, à une solution. Le public, si trompé qu'il soit, est obligé d'en convenir.

Mais on sait avec quel dédain provocateur, avec quelle morgue insolente les armateurs répondent à leurs dignes avances.

Ce n'est pas tant l'augmentation des pauvres salaires des matelots du pont

ou de la chaufferie qui gênent les armateurs. Non, ce qui gêne ces forbans de la marine commerciale de Marseille, c'est la force syndicale, l'union ouvrière de leurs esclaves.

L'inqualifiable privilège qui est accordé aux armateurs du commerce français par un Parlement d'incapables et de corrompus s'élève à 67 millions par an. Les contribuables paient le commerce, les entreprises, les affaires d'une association de voleurs dont Jules-Charles Roux est le chef de bande.

L'Administration de la marine accorde aux inscrits maritimes le privilège de la navigation sur les bateaux de commerce des Compagnies et armateurs, dont la plupart sont précisément les subventionnés en question.

Or, ces Compagnies et ces armateurs se donnent le plaisir d'augmenter le prix de passage des voyageurs et des marchandises, parce que les vivres augmentent. Mais ils se paient la fantaisie de ne pas augmenter leurs matelots, qui ont laissé au pays la femme et les enfants, pour lesquels aussi le prix de la vie augmente.

Les matelots, alors, après bien des avertissements, déclarent ne pas se soumettre à la rapacité honteuse de leurs exploiters et, selon leur droit, se mettent en grève quand le bateau qu'ils ont fait naviguer est revenu à son port d'attache, c'est-à-dire quand il ne risque plus rien.

Aussitôt, les armateurs, soutenus par quelques bandits de la politique, de l'acabit de cet imbécile de Chéron, leur contestent le droit de grève et invoquent un article d'une loi caduque, demandant qu'ils soient poursuivis et traités comme des déserteurs.

Le gouvernement, qui s'entremet d'abord pour susciter un arbitrage, dans l'espoir que les ouvriers le refuseraient, se retourne ensuite contre ces derniers, qui ont manifesté leur bonne volonté d'en finir, en acceptant l'arbitrage refusé par les armateurs. La justice est mise à la disposition des armateurs contre les matelots grévistes et frappe dur sur les gens de mer assez dignes pour revendiquer leurs droits.

L'Administration de la marine se mêle aussi du conflit et prend parti en toute occasion contre les marins en grève.

C'est elle qui délivre des livrets de marins à tous les malheureux racolés par les gens à tout faire des Compagnies, violant impunément la loi.

C'est elle qui refuse la solde gagnée par les marins avant de se mettre en grève légalement.

De plus, pour montrer sa sollicitude inépuisable, le gouvernement peuple les ports de mouchards, de gendarmes et de troupes. Les provocations sont incessantes. Les bagarres se produisent naturellement et les cosaques de la République se font un vrai plaisir de cogner comme des brutes armées sur de braves gens qui ne disent et ne font rien que déplaire à leurs exploiters.

Le gouvernement pouvait refuser de se prêter aux manœuvres des filous de la navigation. Il ne fit rien dans ce sens. Au contraire.

Maintenant, il concentre toutes ses forces mauvaises contre les Inscrits de Marseille, restés seuls en révolte ouverte contre l'exploitation.

Travailleurs, c'est à la grève bourgeoise nous n'importe quelle étiquette gouvernementale.

Malgré tout, la lutte dure encore. Elle est loin de cesser, s'il plaît aux armateurs et à leurs domestiques du gouvernement d'empêcher tout arrangement dans ce conflit voulu par Charles-Roux.

Les marins, forts de leurs droits, sûrs de leur courage et fiers de leur lutte, veulent obtenir satisfaction. Ils ne veulent pas avoir lutté pour rien.

Voilà deux mois qu'ils sont sur la brèche. Seule la solidarité ouvrière est avec eux.

Et la grève se poursuit. La police, ignoble à Marseille, sous les ordres de Schrameck, comme elle l'est à Paris sous les ordres de Lépine, n'arrivera pas à ses fins. Ces innombrables individus, dont Marseille est infestée à l'heure des réunions, ont beau provoquer. S'il y a du sang versé, la responsabilité sera facile à établir. On ne l'attribuera pas avec équivoque. Tout le monde est témoin des faits, gestes et desirs de cette engeance exécrée.

G. Yvetot.

IMPRESSIONS

Mes impressions de grâcié ?... Elles ne sont pas en faveur de notre libérateur.

Si Briand a ouvert à nouveau les portes de la Santé, dans l'espoir de faire chanter ses louanges, vanter sa magnanimité, il se trompe.

Nous ne pouvons pas oublier que s'il nous a fait libérer, c'était lui aussi qui nous avait enfermé.

Et comment oublier ce départ en pleine nuit, cette expulsion plutôt comme si la République avait eu honte de garder si longtemps des hommes incarcérés.

Comment remercier Briand alors que trois des « grâciés » n'avaient plus que huit jours à faire, Et Lanoff qui n'en avait plus que cinq. Et Faiveux « grâcié » huit jours avant la fin de sa peine.

Si je suis libéré, Jacquemin reste et c'est de la cruauté de grâcier les uns et de garder les autres. C'est vouloir montrer que l'on est tout-puissant, que l'on tient dans sa main la liberté, la vie des gens.

Un Libéré.

A UN PROPRIETAIRE !

G. Hervé se défend, il en a besoin, car sa cause est mauvaise. Quelque peu atteint de mégalomanie, ce garçon-là grimpa assez prestement au Capitole ; mais cette maudite roche Tarpéenne était tout près, il trébucha, se cramponna et grippa le sol avec ses ongles pour ne pas s'abîmer dans le vide. Il n'est pas encore chu ; mais sa position est périlleuse, angoissante, presque désespérée. Aussi rage-t-il contre ceux qu'il suppose être les auteurs de sa catastrophe. Il en arrive même à dire des bêtises, des stupidités qui, de la part d'un homme se prétendant perspicace, accusent au contraire l'absence du sens critique et une mentalité dépourvue de discernement.

G. Hervé, pour justifier ses virevoltes politiques, jette cette terrible diatribe à la face de ceux qui ont commencé à démasquer ses tendances et à paralyser ses ambitions :

« Mais je vois où le bât vous blesse davantage.

« Vous avez sucé le biberon du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux*, avec le bel esprit de révolte que j'aime en vous, une haine aveugle contre le parti socialiste qui, hélas ! est loin d'être parfait, je le sais mieux que vous. »

Farceur ! qui cherche à raisonner à côté, de façon à donner le change pour embrouiller ses lecteurs. La haine du parti socialiste ? Belle foutaise ! C'est la haine du principe d'autorité qui nous fait agir. C'est parce que nous voyons perpétuer par tous les parlementaires, même les plus chers à votre cœur, les monstrueuses erreurs et les cyniques mensonges du pouvoir politique protecteur du capitalisme, que nous critiquons et que nous blâmons. C'est parce que nous nous voyons propager le culte de l'Etat, l'admiration de l'armée, la considération du flic et le respect des institutions les plus honteuses : police, magistrature, que nous conspuons, insultons et quelquefois souillons vos députés de nos crachats, comme nous en avons donné l'exemple votre lieutenant Vigo Almeréda, sur la personne du représentant du peuple (?) Rouanet, avant que le cracheur ne soit un renégat de cause libertaire.

C'est justement parce qu'ils ne sucent plus le frugal biberon du *Libertaire* et des *Temps Nouveaux* que la pléiade de jaunes qui vous entourent ont lâché leurs opinions anarchistes d'antan. C'est parce qu'ils ont aux lèvres un biberon plus abondant, d'un lait plus riche, plus nutritif pour ce qui intéresse l'existence matérielle et très généreuse pour les jouissances du superflu. Vous avez bien su traire la vache populaire pour remplir les biberons de la G. S., si nous en jugeons par la frogne et la pelure de vos nourrissons. Continuez, vous aurez la prime dans la prochaine exposition de bébés : les vôtres faisant plus envie que pitié. Quant au physique, quant au moral... n'en parlons pas.

Maintenant, défendez bien votre patrimoine, défendez bien la G. S., on n'a jamais rêvé de vous la prendre ; défendez toujours, en vrai épicière, votre propriété matérielle, nous ne voulons pas y toucher ; défendez encore votre propriété morale, — immorale devrait-on dire, — parce qu'elle a été obtenue par le bluff, le mensonge et les peu propres moyens dont se servent les politiciens pour se rendre populaire. C'est votre affaire. Nous savons que votre maison est édifée, votre boutique achalandée, votre commerce prospère et votre pécuniole enlevée : tant mieux, vous avez réussi.

On ne peut vous féliciter d'avoir eu de la roubardise accompagnée de toupet d'un formidable culot ; votre genre d'actions a été quelque fois stupéfiant. Vous avez établi, par le fait, qu'il était possible de ramasser de l'argent, de mener grand train de vie, — pas vous en prison, mais les journaux — de devenir propriétaires en faisant de la propagande révolutionnaire. Nous connaissons votre point de départ ; il n'était pas seulement humble, il était bas. Nous voyons votre point d'arrivée, il n'est pas seulement haut, il est insolent. C'est vrai, comme disait un des vôtres : « La Révolution est une bonne fille ; elle a aussi ses maquereaux. »

Seulement, comme la Révolution vers laquelle nous nous dirigeons sera non pas une révolution politique, mais une révolution sociale, adieu les profits et privilèges : c'est M. Tout-le-Monde qui en profitera. C'est le peuple qui s'émancipera lui-même en prenant des gages par la prise des instruments de travail, de tout l'outillage social et de la richesse créée par les salariés. Il va de soi qu'on ira ce jour-là dire bonjour à Rothschild, prendre des nouvelles chez les Santa-Maria, saluer en passant le consortium de la haute finance, poser sa carte chez Drumont, en faire de même à la rue Saint-Joseph. En un mot, quand le moment sera propice, nous nous occuperons de tous les riches, au bénéfice de tous les pauvres, et soyez assurés que le triumvirat de la G. S. ne se conduira pas avec nous parmi ces fermiers.

Pierre Martin.

La Révolution Mexicaine

L'ELOQUENCE DES CHIFFRES

Il est un fait qui, à lui seul, peut donner une idée de la violence et de l'ampleur du mouvement révolutionnaire au Mexique : et une idée aussi forte que les récits de combats, expropriations, exécutions en masse, dont la terre mexicaine est le théâtre depuis l'avènement de Madero. Ce fait, c'est le dépôt des conclusions de la grande « Commission Nationale Agraire » nommée en décembre 1911 et composée d'agriculteurs, ingénieurs, avocats, etc.

Chargée de présider à la répartition des terres promise par le nouveau gouvernement, cette commission, comme nous le disions la semaine dernière, a recueilli les offres de vente faite par les propriétaires : elle a retenu celles qui devaient être étudiées de plus près, et la *Nueva Era*, l'organe officiel de Madero, en a publié la liste dans son numéro du 18 juin dernier.

Nous avons voulu donner un aperçu de cette liste, mais bousculés, comme toujours, par le manque de temps, nous avons, dans notre hâte, omis quelques zéros ! Les chiffres réels, qu'il importe beaucoup de rétablir, sont autrement colossaux.

C'est ainsi que pour l'Etat de Chihuahua ce ne sont pas 230, mais bien 2 millions 300.000 hectares qui ont été retenus ; 4 millions d'hectares et non pas 400 pour la Sonora, et ainsi du reste. Bref le total, au lieu d'être de 10.000 hectares, est en réalité de 400 millions d'hectares ! Ce qui représente, non plus le cinquième, mais bien le double du territoire français, et par conséquent la moitié du territoire mexicain, en chiffres ronds. Ceci sans parler des ejidos (propriétés communales) qui seront également fractionnées et mises en vente.

Le gouvernement maderiste, on le voit, se propose de faire un propriétaire de chaque paysan mexicain. Et voilà la question sociale résolue ! Ce ne se serait pas plus malin que cela : avec des facilités de paiement l'affaire marchera, et la révolution sera dans le sac.

Et, d'abord, une aussi colossale opération est-elle possible avec les ressources dont dispose le gouvernement ? Il y a lieu d'en douter furieusement.

Quant à la révolution, elle a des causes trop profondes et des nécessités trop immédiates à satisfaire pour attendre le demi-siècle que nécessiterait l'accomplissement d'une telle opération.

Mais ce que cette liste montre le plus clairement, c'est l'empressement que mettent les propriétaires — tous les propriétaires — à se défaire de leurs terrains. D'après les chiffres énoncés, on peut dire, en effet, qu'à l'exception des espaces occupés par les volcans, montagnes, villes, fleuves, chemins de fer, tout le territoire, ou presque, a été proposé au gouvernement pour être morcelé et mis en vente. On ne saurait mieux dire à quel point (messieurs les propriétaires sentent leurs privilèges menacés par la révolution !

AUTRE DOCUMENT ELOQUENT

Pendant que les gouvernants organisent, à leur façon, — mais pour quand ? — le bien-être des paysans en révolte, ceux-ci, qui ont à peu près perdu confiance dans le bon vouloir de leurs maîtres, n'en continuent pas moins leur action. La situation est parfois assez grave pour qu'on ne révoque pas, pendant quatre jours, des journaux mexicains aux Etats-Unis ; cela vient d'arriver à nos amis de l'*Era Nueva* (ne pas confondre avec la *Nueva Era*) comme s'il nous en informait dans leur numéro du 27 juillet ; ce qui prouve que les communications ont été interrompues par les révolutionnaires à peu près dans tout le pays. A cette agitation, les gouvernements répondent, par des massacres. Alors les révoltes, exaspérées, ravagent des régions entières, comme cela s'est produit récemment dans le district de Mina (Etat de Guerrero).

La *Nueva Era* écrit à ce sujet : « Nous avons sous les yeux le rapport que M. Dellino del Moral a fait parvenir au gouverneur de Guerrero sur la situation du district de Mina.

« A l'exception de Zirandiro, dit ce document, toutes les localités sont désertées, les habitants ayant dû se réfugier dans les montagnes, car non seulement les « rebelles » ne respectent pas les propriétés, mais ils commettent des atrocités que la plume se refuse à décrire (?)

« Tous les fonctionnaires, jusqu'aux commissaires et sous-ordres, ont été également obligés de fuir. Toutes les bourgades et haciendas, saccagées à plusieurs reprises, présentent l'aspect le plus désolant. Tous ceux qui possédaient quelques capitaux sont dans la ruine la plus complète.

« Dans leur rage d'extermination, les rebelles ont incendié, outre les archives publiques, jusqu'aux écoles et bibliothèques (?)

« Jésus Salgado, ainsi que d'autres chefs, disent au peuple que les maisons et les terres appartiennent à tous, qu'il

n'y a plus ni maîtres ni propriétaires, que tous peuvent les occuper librement et que si quelqu'un se présente pour revendiquer ces choses comme lui appartenant, on ne doit pas en tenir compte, mais qu'on doit l'en avertir, lui, Salgado, qui enverra aussitôt des hommes pour infliger aux expropriés récalcitrants la leçon qu'ils méritent. Grâce à ces expropriations anarchistes, une infinité de malfaiteurs ont occupé un grand nombre de terres et jusqu'à des habitations appartenant à des particuliers. »

Et le document officiel continue sur ce ton, énumérant les incendies, les dévastations, les magasins saccagés, plus de trois mille chevaux « dérobés », sans parler des mulets et autres bestiaux, etc., etc. Puis il parle du courage des troupes fédérales « qui, malgré tous leurs efforts, n'ont pas réussi à écraser cette révolte, laquelle n'a d'autre programme que celui du pillage. »

Après avoir reproduit ce rapport, l'*Era Nueva* ajoute qu'un lecteur quel que peu averti mettra à la place des mots : vols, ravages, actes infâmes, etc., ces mots plus véridiques : expropriations, actes de justice, vengeances collectives, etc.

C'est assez notre avis.

De la Dépêche de Toulouse :

LA RÉVOLUTION AU MEXIQUE

De notre correspondant particulier :

New-York, 7 août. — On sait que les informations sur la situation au Mexique que nous recevons ici directement et qui sont transmises en Europe varient grandement, selon la source. Voilà plus d'un an que les dépêches d'origine officielle nous parlent invariablement de brillants succès des troupes gouvernementales et affirment que la rébellion sera écrasée immédiatement, alors que les correspondances d'origines insurgées se terminent toujours par l'annonce que le président Madero est sur le point de succomber, vomi par le peuple qui l'a acclamé comme un héros après le triomphe de la révolution antiporfiriste, mais dont l'ancien révolutionnaire, une fois installé au pouvoir, a déçu toutes les espérances.

J'ai eu l'avantage de rencontrer M. Manuel Sarabia, de passage à New-York. C'est un homme très sincère et fort sérieux, fondateur et directeur de *El Socialista*, organe officiel du parti ouvrier mexicain. Sur ma prière de m'informer de la situation exacte dans son pays, M. Sarabia s'est exprimé en ces termes :

« La situation est terrible et je ne vois aucune solution. Nous avons la guerre civile au Nord, où le général Huertas, dont on a fort exagéré les succès, ne parvient pas à écraser la révolution politique que dirige le licencié Vasquez Gomez et le général Pascual Orozco, les deux lieutenants les plus fidèles de Madero durant la période révolutionnaire qui se termina par la chute de la dictature.

« Nous avons aussi la révolte des indiens et des paysans dans les états du Centre et du Sud, dirigée par le fameux Emiliano Zapata, qualifié d'Attila mexicain par les éléments conservateurs.

« Le gouvernement s'est vu obligé d'organiser une armée de volontaires composée de 30.000 mercenaires qui touchent un peso et demi (7 fr. 50) par jour, et le succès de cette nouvelle armée, que commande Garibaldi, un petit-fils du héros des libertés italiennes, a été bien maigre jusqu'à présent.

« Quant aux prétendus triomphes de Huertas au Nord, il s'agit de succès insignifiants. Dans sa fameuse victoire de Chihuahua, dont on a parlé à vingt reprises, comme s'il s'agissait chaque fois d'un nouveau fait d'armes, il ne mit hors de combat que 60 rebelles, après avoir brûlé 300.000 cartouches, sans compter le tir de ses mitrailleuses. De sorte que chaque cadavre ennemi lui coûta environ 3.000 dollars.

« Et maintenant, la lutte de guerrillas, ruineuse et interminable, bat son plein dans les Etats du Centre et du Sud. Le mouvement du Sud est une véritable révolution sociale qui rappelle les épisodes les plus terribles de la Jacquerie. Son chef Emiliano Zapata, bien qu'on l'ait surnommé l'Attila du Mexique, est lui-même un homme aussi honnête et humain que courageux ; mais quelques-uns de ses lieutenants, notamment son frère, Eufemio Zapata, et le borge Morales, sont des tigres altérés de sang.

« Ajoutez à ceci que le gouvernement a augmenté les contributions, que la cherté de la vie dans les villes a atteint des limites inconnues auparavant et qu'il régit parmi les classes laborieuses un mécontentement tellement intense, une colère tellement menaçante que je ne serais pas surpris d'assister bientôt dans ma malheureuse patrie à une répétition des scènes les plus dramatiques de la révolution française. »

Je me garderai de commenter ces graves déclarations ; elles constituent un tableau bien sombre mais dressé par un homme intelligent, sincère, absolument au courant de tous les faits et qui, ne fut-ce que par amitié personnelle, ne songerait point à me tromper. Il est vrai qu'il se peut qu'il s'exagère lui-même la gravité de la situation ; en tous cas, des événements sensationnels semblent

devoir ne plus tarder à nous éclairer là-dessus. — W.

Est-ce que nos confrères de la presse anarchiste internationale finiront par comprendre qu'ils font œuvre contre-révolutionnaire en niant le caractère franchement social du mouvement de révolte de nos courageux camarades de Basse-Californie (Mexique) ? Attendent-ils que ces braves soient complètement écrasés pour leur accorder au moins une sympathie morale, s'ils ne font pas autre chose ?

Nos organes de langue italienne qui ont si longtemps attendu pour se prononcer dans cette impressionnante lutte soutenue par nos courageux amis de la région basse-californienne, vont-ils enfin se décider à s'unir à nous pour défendre les insurgés contre les calomnies répandues habilement en Europe pour soutenir le crédit du capitalisme mexicain ? Vont-ils rester du même côté que leur compatriote, ce petit fils de Garibaldi, déshonorant son nom en mettant son épée au service des réactionnaires assassins d'un peuple de vaillants ? Voyons ! un bon mouvement et qu'on reconnaisse son erreur...

P. M.

Petits Pavés

Gai, gai, marions-nous !

En politique, on trouve toujours matière à s'amuser. Prenez dix individus sensés, mettez-les ensemble pour s'occuper de politique et immédiatement ils accompliront les choses les plus absurdes, prendront les décisions les plus incohérentes, ceci à tel point qu'un médecin aliéniste passant par là ou lisant le compte rendu de leurs travaux, si on peut appeler une loufoquerie un travail, croira qu'il est en présence de quelques-uns de ses pensionnaires. J'avoue que devant des délibérations d'étus, je comprends le désarmement des haïnes... par le rire qu'elles provoquent.

C'est ainsi que mardi, en apprenant, par les journaux, le vote adopté par le conseil d'arrondissement de Prades, j'ai été atteint d'une terrible quinte d'hilarité qui m'a forcé à prendre le lit.

Ces messieurs (rien de ceux de G. Ancey) désirent que : « Le gouvernement choisisse désormais comme préfet des Pyrénées-Orientales un célibataire qui aurait l'obligation de se marier dans un délai de deux mois, ceci afin d'assurer sa stabilité dans le département. »

Hein ! voilà un vœu qui n'est pas dans une musette et quel beau sujet pour un vaudeville ! Les électeurs d'un département qu'un monsieur qui sera obligé de se marier au bout de deux mois et à qui le gouvernement donne un type ayant fait un vœu lui aussi, consistant à rester célibataire, ou bien, fait plus amusant, un mathématicien, si l'on peut dire ce mot en circonstance, de l'infirmité d'Abélard. Quel parti un auteur pourrait tirer de la décision du conseil d'arrondissement et quelle scène amusante il y aurait à faire entre le président du conseil et le préfet : « Mariez-vous, dit le premier au second, mariez-vous, vous avez encore vingt-quatre heures. » « Mais c'est impossible, je ne peux pas, répondrait l'autre. » « Pourquoi, qu'avez-vous ? » « Et le préfet troublé de répondre : « Mais je n'ai rien. » Quelle réplique au Vieux Marcheur, de Lavedan.

N'empêche que les électeurs qui ont des filles à marier doivent être dans la jubilation. Chacun va rêver de devenir le beau-père de M'sieur le préfet, chaque fille devient madame la préfète. Mais l'amour ! me direz-vous. Bah ! nos bons conseillers se soucient peu des sentiments, c'est une question secondaire, pensons d'abord à satisfaire notre vanité et notre intérêt jugent les parents, l'amour viendra après le mariage. Mais s'il ne vient pas ? Tant pis, le ménage ne marchera pas plus mal que d'autres, ou plutôt il ira aussi mal. Le préfet ira aux champs composer quelque poésie ou préparer un discours pour célébrer nos institutions, le mariage, la famille, etc. ; pendant ce temps, madame ira obtenir pour lui les faveurs d'un ministre, d'un vieux sénateur paillard, en lui accordant les siennes. Et tout ceci sera très propre, très moral.

Mais il y a un cheveu dans la combinaison des bergers plus par les moutons de Prades, et comme dit l'autre, si j'étais le gouvernement, je ferais une sale blague à ceux qui ont eu l'idée discorde de vouloir faire marier leur préfet avec une fille du pays au bout de deux mois de résidence dans leur patelin. Je choisirai le type le plus laid et le plus idiot que je pourrais trouver, puis le bombarderai préfet des Pyrénées-Orientales. Après ça, les conseillers, craignant pour leurs sièges, seraient peut-être guéris à jamais de leur roquette matrimoniale. Je n'oserais pas toutefois l'affirmer, car chacun sait que quatre-vingt-neuf électeurs et un mouton font cent bêtes.

José Landès.

Camarades,
par tous les moyens
venez en aide
au LIBERTAIRE

A PROPOS DE MANIFESTATIONS

Ce n'est pas moi qui reprocherai aux grévistes leur calme et leur sang-froid. Au contraire, je le conseille.

Il serait fou de dire à des hommes connus pour leur courage, d'aller au-devant d'un massacre, dont ils seraient d'abord les plus nombreuses victimes. Il n'y a que des « énervés » ou des « m'as-tu-vu » pour proposer à des gens de se rencontrer avec des brutes armées et sûres de l'impunité de leurs crimes.

On ne résiste pas au revolver d'ordon-

nance avec un mouchoir de poche.

On ne proclame pas à l'avance qu'on va se jeter dans la gueule du loup.

Une manifestation doit être spontanée ou ne pas être.

Une manifestation devrait toujours être nocturne et sans chefs de file, comme celle de Ferrer, le soir, à l'ambassade d'Espagne.

Aux tactiques de massacre des policiers doivent répondre des tactiques de prudence des manifestants. La peau d'un travailleur vaut qu'on la ménage. Quand chacun sera armé en conséquence, quand, pour répondre aux lâches agressions des cosaques de la République, nous serons disposés à riposter par tous les moyens — même chimiques — alors, on aura raison de proclamer qu'on va manifester, de le gueuler, de l'afficher afin qu'il y ait beaucoup de forces policières sur lesquelles pourront s'exercer enfin les vengeances nécessaires de manifestants justiciers !

Mais, tant que les manifestations ne serviront qu'à nous faire passer en revue par les états-majors de la police ; tant qu'elles nous serviront à être divisés en petits paquets par les patles sales des chefs de police et sous leurs risées révoltantes, non, jamais, nous ne le conseillerons à personne. C'est assez, hélas ! d'être parfois obligé de participer à de telles manifestations, qui ressemblent plutôt à des conduites de troupeaux bégayants vers l'abattoir, sous les coups de gueules des chiens et les coups de triques des bouviers.

Bouledogue.

EN PROVINCE

GROUPE D'ENTENTE ECONOMIQUE TROYES (Champagne)

Nous rappelons aux camarades de Troyes et de Sainte-Savine que le groupe est définitivement constitué. Ceux qui n'eurent pas été touchés par la convocation ou qui n'auront pas pu venir, sont priés de se rendre sans faute à la nouvelle réunion qui aura lieu le dimanche 18 courant, à 3 h. de l'après-midi, chez le camarade Texte, rue de Gournay, 36.

Il n'y a plus à tergiverser, à faire des discours sans portée et à s'agiter en mouvements stériles. Il faut tenter une propagande de réalisation, de résultats qui manifestent que les anarchistes ont le sens des choses pratiques et ne sont pas toujours à planer dans les nuées.

Au fur et à mesure que l'histoire se déroule, nous constatons l'impuissance du parlementarisme à apporter une amélioration au sort des salariés.

Tous les partis politiques qui sont passés au pouvoir depuis quarante ans ont accusé leur impuissance. Quand ils n'ont pas montré leurs scélératesses.

Même le parti socialiste, soi-disant parti ouvrier, avant qu'il n'ait en tout à fait entre les mains la barre de l'Etat — qui sera la 4^e — il nous a été donné de comprendre ce qu'il ferait, en raison de ce qu'il avait fait et de ce qu'il ferait encore les Viviani, Millerand, Briand, etc. sortis de son sein.

Et ne voyons-nous pas même dans notre localité industrielle les agissements de ces ambitieux pourris de prétentions à dominer leurs semblables en étant les parasites ? Ont-ils hésité, ces histrions, à désavouer le syndicalisme révolutionnaire, à blâmer ses méthodes et à flétrir ses tactiques d'action directe devant leurs alliés, les réactionnaires du Conseil Municipal, dans une polémique entre le sieur Exterier et autres aigres-fins du milieu politique troyen ? N'ont-ils pas eu le toupet, ces cyniques personnages, de nous mêler, nous libertaires, dans leur amalgame malpropre et nauséabond ?

Nous prévenons le sieur Cléry, conseiller municipal et rédacteur à une feuille sans intérêt de notre département, de nous foutre la paix et de ne plus nous mêler aux ordures qu'il déverse dans son canard.

L'individu en question est peu qualifié pour relever les torts des autres. Après avoir rempli le rôle de désorganisateur, semé la division et propagé la méfiance parmi les syndiqués ; après avoir employé tous les moyens pour capter la confiance des travailleurs au bénéfice de leurs menées politiques ; après s'être conduits en véritables guesdistes, c'est-à-dire ne pas répugner au mensonge, à la délation et à la plus basse calomnie, ces gens-là voudraient encore parader et se poser en parangon de la vertu ? Allons donc, mufles !

Donc, camarades qui pensez dans le même ordre d'idées que nous, venez nous aider, apportez-nous vos connaissances pour éduquer nos frères de travail attardés dans l'ignorance et leur suggérer l'énergie nécessaire pour secouer le joug du capitalisme.

Il nous faut lutter immédiatement contre ce monstre qui a déjà tant fait de mal à notre classe : l'alcoolisme. Aussi nous appliquerons-nous à nous réunir en dehors des maudits mastroquets, empoisonneurs publics et susciteurs de folie.

Nous ne serons peut-être pas très nombreux au début pour marcher dans cette voie d'affranchissement : qu'importe ! Ce n'est pas le grand nombre d'incohérents que nous cherchons ; ce n'est pas non plus les foules emballées, impulsées sans savoir où elles vont et ce qu'elles doivent faire ; non. Nous préférons être moins nombreux, mais convaincus de nos principes et forts de notre état de conscience.

Winder.

Comité de Défense Sociale

L'affiche illustrée

Il y a quelques mois, lors de notre premier placard, « Justice pour Rousset », le Comité avait décidé de le faire suivre d'une affiche illustrée.

C'est chose faite à présent. Cette affiche paraîtra à son heure. Due au crayon de notre camarade Auglay, dont on a pu apprécier, dans maintes feuilles, le beau talent, cette affiche est appelée à un certain retentissement.

L'affiche illustrée consacrée à Rousset sera en trois couleurs, format double colombier.

Elle devra être placardée par milliers, dans toutes les villes, villages, bourgs et hameaux.

Prix des affiches franco	
1 affiche (timbrée à 0 fr. 24) Fr.	0 50
5 — — — — —	2 50
10 — — — — —	5 »
20 — — — — —	10 »
50 — — — — —	24 »
100 — — — — —	47 »

Toutes nos affiches sont livrées timbrées.

Mais pour ceux de nos camarades qui en désirent pour leur collection ou pour être apposées dans les locaux de leur groupe ou syndicat, nous pourrions leur en faire parvenir une ou deux sans timbres, au prix de 0 fr. 30 l'affiche.

Adresser les commandes, accompagnées de leur montant, au trésorier Ardouin, 86, rue de Cléry, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Paraîtra le 1^{er} septembre prochain : *Le Cri du Soldat*, journal antimilitariste bi-mensuel. — Rédaction et administration, 51, rue des Sept-Arpens, Pantin (Seine). Abonnements : France, un an, 3 fr. ; six mois, 1 fr. 50. Etranger, un an, 4 fr. ; six mois, 2 fr. 50.

Nous tenons des exemplaires de notre numéro du 1^{er} septembre à la disposition des organisations syndicales et des groupes socialistes ou libertaires, aux prix suivants :

Pour Paris : 5 francs le cent, 50 francs le mille, etc.
Pour la province : 6 francs le cent, 55 fr. le mille.

Adresser les commandes et les fonds au camarade Aubin Emile, 51, rue des Sept-Arpens, à Pantin (Seine).

Nous annonçons la publication d'un nouvel organe de propagande.
C'est le journal anglais *The Anarchist*, rédigé en espéranto. Qu'il soit le bienvenu.

LA VIE OUVRIÈRE

Revue syndicaliste bi-mensuelle paraissant le 5 et le 20 de chaque mois

Sommaire du numéro du 5 août 1912 :

Pourquoi la Vie est chère ? — Victor Roudine.

Parmi nos lettres :

Une seconde Lorraine. — L'Ardèche ouvrière. — Le Congrès syndical des Instituteurs. — Les chambres de métiers. — Le travail de jour dans la Boulangerie.

Socialisme et Syndicalisme en Angleterre. — Alfred Rosmer.

L'Ecole entre la Science et le Travail. — Albert Thierry.

La quinzaine sociale

Les faits. — Notes et documents : La libération d'Hervé. — La grève des Inscrip-

— L'Unité coopérative.

Administration et rédaction : 96, quai Jemmapes, 96, Paris (X^e).

Un numéro spécimen est envoyé sur demande.

GORBEIL-ESSONNES

Groupe d'études sociales (F. C. A.). Réunion tous les samedis, à 8 heures et demie du soir, au siège du groupe, 11, boulevard de Paris, au sous-sol, à Essonnes.

Coopération des Idées, 137, faubourg Saint-Antoine. — Vendredi 16, à 9 heures, causerie de Papillon sur « L'Affaire Rousset ».

Fédération communiste anarchiste. — 18^e section (Liberté). — Réunion du groupe tous les mardis et les vendredis, salle Troquier, 109, rue Darnéroul.

Répétitions Le cours étant mixte, les femmes sont acceptées.

F. C. A. — Le groupe libertaire d'Asnières adhère à la Fédération. Il reconnaît que cette fois-ci les anarchistes se sont ressaisis. La déviation provoquée par des hommes qui ont abandonné les opinions d'avant-garde pour se rapprocher un peu de l'assiette vide mais du plat gourmand qui satisfait les appétits.

De la vie dans nos groupements, de l'activité, de la propagande un peu partout, et nous gagnons du terrain sur le champ de l'ignorance humaine.

A bientôt une causerie par un membre de la F. C. A.

Douzigues, 2 fr. ; Liste 345, Guillemette, 1 fr. 50 ;

Liste 240, versée par trésorier des Electiciens, 6 fr. 50 ; Une anarchiste, 1 fr. ; X., 0 20 ;

Garnard, 0 50 ; De Broutchoux, 4 fr.

POUR L'ENTRAIDE

Bréda, 1 fr. ; Gorian, 1 fr. ; Garnard, 0 50.

Départ de la classe. — Collecte à Saint-Denis, versée par Gouillon, 4 fr. 50.